

MOUVEMENT DE REDRESSEMENT ET DE L'AUTHENTICITÉ pour sortir de la crise»

Que vous a-t-il été répondu ?

Il m'a proposé une nouvelle rencontre au cours de laquelle j'exposerai tous ces problèmes au comité central. J'ai refusé car cela reviendrait à remettre en cause tous nos points de désaccord. Imaginez que j'y aille pour prononcer l'exclusion des éléments que nous contestons, qui peut accepter cela ? Mais je lui ai dit – et c'est très important – que le problème n'est pas dans ces éléments mais dans ceux qui les ont nommés. Je lui ai dit : «Si Abdelaziz, tu es secrétaire général du FLN et en application des statuts, c'est à toi de régler ces

points contenus. Nous regrettons que cette lettre n'ait pas été diffusée au niveau du comité central. Pourtant, ce sont des cadres de la nation. Bouhara est vice-président du Conseil de la nation et Boukhalfa a consacré toute sa vie à militer au parti.

Connu pour être un homme de compromis, Bouhara n'a pas été écouté par votre ennemi juré Belkhadem et depuis il se mure dans le silence. A-t-il abandonné la partie, selon vous ?

Non, non pas du tout. Nous sommes toujours en contact, on échange nos avis, etc.

«Je dirais que nous sommes dans l'impasse. C'est le mot qui convient et ce n'est pas de notre faute.»

problèmes.» Il m'a demandé un écrit. Il ne s'attendait pas à ce que je reprenne tous les points abordés sous forme de PV avec mes raisons de ne pas assister au comité central. Il l'a lu, mais en partie, au bureau politique, expliquant qu'il était possible de parvenir à une solution. Mais deux jours après, il dit tout à fait le contraire au comité central. Par souci de vérité, j'ai rendu publiques à travers la presse mes précisions en 10 points (NDLR : parus dans *le Soir d'Algérie* du lundi 15 août 2011). Notre objectif est que le FLN retrouve sa place.

On a relevé l'absence dans votre mouvement de ténors du FLN, spécialistes du «coup d'Etat scientifique» comme Abderahmane Belayat et Abdelkader Hadjar ? Sont-ils contre votre démarche ou plutôt avec votre rival ?

Ils sont avec notre mouvement mais ils ont des fonctions de responsabilité. Nous respectons cela.

Ils n'ont fait aucune déclaration jusqu'à maintenant ?

Nous sommes en contact et nous nous voyons pour cela. Ils

Comment expliquez-vous le silence des «ministres redresseurs» depuis quelque temps ?

En leur qualité de membres du comité central du FLN, ils ont fait une première puis une deuxième déclaration, mais compte tenu de leur fonction, ils se conforment à l'obligation de réserve sans une quelconque injonction. Par ailleurs, Abdelhadi Khaldi et Mohamed Seghir Kara ont été exclus du comité central. Ils sont toujours dans le mouvement.

Y a-t-il d'autres personnalités que l'on qualifie de poids lourds du FLN qui vous ont rejoint ou vont vous rejoindre ?

Ecoutez, nous ne tablons pas sur les grosses pointures. Je suis dans la direction du FLN depuis octobre 1962, date de sa fondation en tant que parti politique – en application des décisions du congrès de Tripoli – en compagnie de Rabah Bitat, Bouteflika notamment. Je crois au FLN des militants et non de personnes.

Interrogé sur votre mouvement, Abdelhamid Mehri (victime du «coup d'Etat scientifique») dit ne pas comprendre vos motivations et vos objec-

tifs. Mieux, il vous renvoie dos à dos estimant que le FLN n'est pas le parti capable de gérer l'avenir politique du pays...

Je ne peux pas répondre à cette question ne l'ayant pas entendu moi-même. En tant qu'ancien secrétaire général, ancien membre du GPRA, il a sa personnalité et son histoire. Il est en droit de s'exprimer. Nous sommes disposés à lui expliquer nos buts s'il nous le demandait. Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas abordé ensemble cette crise.

La rupture avec la tendance Belkhadem est-elle définitivement consommée ? Y aurait-il des perspectives de solution quatre mois avant des élections législatives détermi-

nantes ?

Nous sommes toujours pour le dialogue. Mais le problème n'est pas seulement Belkhadem. J'ai espoir qu'un jour tout le monde se retrouve. Ce qui urge, c'est que nous allions aux élections. Actuellement, les gens se préoccupent plus de ces élections que du sort du parti du FLN.

Cette nouvelle crise ne va-t-elle pas affaiblir le FLN et profiter à vos rivaux, notamment les islamistes qui se voient déjà vainqueurs des législatives ?

C'est possible, mais il y a beaucoup de choses qui se disent en ce moment. Il n'y a pas de sondages sérieux en l'absence d'instituts spécialisés crédibles. En tout cas, personne ne peut prétendre détenir la vérité. Pourquoi ? Parce qu'elle revient au peuple qui est souverain. On a tendance à anticiper. On peut croire qu'une tendance en particulier aura la majorité et que l'on n'échappera pas au vent qui souffle sur la Tunisie, le Maroc, l'Egypte, la Libye. Il faut se poser la question : nous, que voulons-nous ? L'Algérie cherche-t-elle à être exemplaire ou suiviste ? C'est la responsabilité des partis majoritaires ou minoritaires. Chaque pays a ses particularités, son parcours, son histoire. La comparaison est inappropriée y compris dans la différence des mentalités, l'expression, les prises de position et même... dans le désordre !

Vous comptez présenter vos propres listes de candidats aux législatives en concurrence avec celles de Belkhadem qui provoquent par ailleurs de violentes querelles dans son propre camp? Comment les faire avaliser aux yeux de la loi qui ne reconnaît pas votre mouvement ?

Nous avons deux voies : celle du dialogue avec les conditions que nous avons avancées. L'autre voie dans laquelle nous sommes est de nous préparer aux élections. Nous avons installé des commissions à travers les mouhafadhas et nous réfléchissons à des listes de candidats au nom du mouvement de redressement et de l'authenticité sur la base du choix des militants. Nous ne choisisons pas à leur place. Notre rôle consiste à définir les critères d'éligibilité du candidat.

Dans quel cadre ? En indépendant ou autre ?

Dès que la loi sur les partis sera promulguée, nous établirons nos listes en tant qu'indépendants sous la slogan redressement et authenticité. Nous ne créerons pas un deuxième parti. Mais nous sommes toujours militants du FLN.

Une double liste FLN ?

C'est sûr, sauf s'il y a du nouveau, mais il faut faire vite et se préparer dès aujourd'hui avec notre programme politique qui est fin prêt et qui contient en outre des propositions pour la nouvelle Constitution. Nos députés seront

élus sur la base de ce programme. Et en tant qu'élus indépendants nous travaillerons s'il y a accord avec le FLN ou une autre formation politique. Après ces élections si on trouve un consensus avec Belkhadem, on ira au congrès et là tout le monde est FLN. Notre objectif est de sauver le FLN pour les générations à venir à la veille du 50^e anniversaire de l'indépendance. En 1962, nous étions 8 millions d'Algériens. Combien reste-t-il aujourd'hui de cette génération de l'indépendance ? 2 millions ? Nous sommes aujourd'hui 36 millions. Que va laisser la génération de Novembre ?

Le ministre de l'Intérieur Dahou Ould Kablia insiste de façon inhabituelle sur la neutralité absolue de l'administration pour un scrutin totalement libre. Le FLN qui a profité par le passé perd ainsi un allié déterminant. Avec cette énième crise, va-t-il être le principal

«Dans notre déclaration de janvier, nous avons fait état de la lettre Bouhara-Boukhalfa à laquelle nous adhérons totalement.»

perdant dans cette consultation ?

Si les gens viennent au FLN pour des postes, il n'y a plus de FLN. En tant que parti, il nous appartient de veiller à la transparence des élections. Dans la loi, il y a la lettre et l'esprit. Que l'esprit soit conforme à la lettre. Il s'agit de construire le pays dans un monde en plein bouleversement.

Président d'honneur du FLN dont il est issu, le président Bouteflika donne l'impression

«Si le dialogue n'aboutit pas, nous irons aux législatives avec nos propres listes et notre programme politique en tant qu'indépendants.»

qu'il s'éloigne de Belkhadem et en même temps il se place au-dessus de ce conflit. Comment analysez-vous la position du vrai patron du FLN, dirions-nous ?

Sincèrement, j'ai dit et redis qu'il faut garder le Président en dehors de cette crise interne au FLN. Le Président a d'autres priorités. On ne va pas le solliciter pour arbitrer.

Belkhadem se prévaut de son soutien...

Belkhadem est ministre d'Etat et son représentant personnel. Il ne faut pas qu'il y ait confusion avec sa fonction de secrétaire général du parti, pas même un trait d'union.

Est-ce qu'il l'entend ainsi ?

Malheureusement non. Mais un homme d'Etat reste un homme d'Etat. La responsabilité c'est difficile.

Quelle est votre appréciation des réformes politiques ?

Aucun patriote de ce pays ne peut ne pas croire à l'avenir de

l'Algérie. Il y a le discours du 15 avril et les précisions qu'il a apportées lors de l'ouverture de l'année judiciaire. En dépit de la concurrence entre les programmes des partis, l'Algérie doit être placée au-dessus de tout. Nous avons souvent confondu Etat et pouvoir. Le pouvoir change de main mais l'Etat reste. Concernant l'islam, la proclamation du 1^{er} Novembre 54 a clairement affirmé le caractère démocratique et social de l'Etat algérien. Dans ce contexte pré-négociations de l'indépendance, nous avons marqué son caractère non laïc. Si cette précaution n'a pas été prise et que le million d'Européens était resté qu'en sera-t-il aujourd'hui ? Ceux-ci auraient certainement réclamé le respect de leurs croyances et donc la laïcité dans l'éducation et d'autres domaines. Tout comme le pays, l'islam était sous domination coloniale. L'islam c'est la religion d'Etat et non celle des partis. Il faut bien insister sur

cette démarcation.

Une dernière question Salah Goudjil. Regrettez-vous, à un moment ou à un autre, d'être entré en dissidence ? Le parti FLN ne signe-t-il pas son arrêt de mort à la faveur de cette nouvelle crise ?

Chez tout être humain il y a des moments de doute. Je me suis posé des questions. A mon âge je ne recherche ni responsabilité ni gloire. Je songe écrire

mes mémoires – ce que je suis en train de faire sur le FLN depuis 1962 à travers toutes les phases qu'il a vécues, et là je suis bien avancé. L'autre projet concernera la Révolution.

J'ai eu le privilège d'avoir connu beaucoup de responsables qui ne sont plus de ce monde dont Ouamarane, Amirouche, Abane Ramdane (Si Hacène), Mahmoud Chérif, Si El-Haouès, Mohamed Amouri, colonel de la Wilaya II, et l'histoire de ce qu'on appelle le complot des colonels, Nouaoura.

J'aurai à parler de faits inédits et méconnus dont la rencontre en 1952 entre Abane et Nouaoura à la prison d'El Harrach où ils sont restés deux mois ensemble, Si Mohamed Bouguerra de la Wilaya IV, etc. J'ai eu à assumer aussi des responsabilités. Ce qui me retient par contre c'est de redonner espoir à tous les militants exclus qui nous ont entendu avec lesquels on est dans la même tranchée.

On ne peut pas les décevoir.

B. T.
taouchichetbrahim@gmail.com